

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 20/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETS STEINER

9 route de Rouen
BP 1161
27950 Saint-Marcel

Références : UBDEO.ERA.2025.07.256.SG
Code AIOT : 0005800821

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2025 dans l'établissement ETS STEINER implanté 9, route de Rouen BP 1161 27950 Saint-Marcel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 18 juillet 2025 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Une action régionale de la DREAL Normandie vise à contrôler le respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 en lien avec la surveillance des eaux souterraines.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETS STEINER

- 9, route de Rouen BP 1161 27950 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0005800821
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement de Saint-Marcel est spécialisé dans la synthèse de colorants organiques destinés aux industries pétrolières (45%), papetières (45%), textiles...

Le site est organisé selon 2 activités principales :

- activité de synthèse (colorants azoïques et anthraquinoïques) ;
- activité de formulation.

Le site est classé SEVESO Seuil Haut compte tenu de la quantité stockée de substances dangereuses pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 (rubrique 4511 de la nomenclature des installations classées). Il est autorisé par arrêté préfectoral du 22 décembre 2010 à exercer ses activités sur le territoire de ST Marcel.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2
- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Forage albien - Inspection	AP Complémentaire du 03/09/2012, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Forage albien - Crise	AP Complémentaire du 03/09/2012, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Forage albien - Mesures	AP Complémentaire du 03/09/2012, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 BIS	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 BIS	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 BIS	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Forage albien - Volume de prélèvement	AP Complémentaire du 03/09/2012, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est autorisé par AP du 03 septembre 2012 à exploiter un puits à l'Albien (nappe d'eau souterraine profonde). Bien que l'exploitant respecte les volumes autorisés, il devra justifier et au besoin mettre en place les actions correctives justifiant du respect des prescriptions en termes d'inspection périodique et de secours électrique de la pompe de soutirage.

En 2009 un rapport de plan de gestion a été transmis, les principaux éléments sont repris dans ce rapport. Il convient de rappeler la présence d'une pollution des eaux souterraines (métaux, benzène, HAP, COHV...) au droit du site et notamment de l'ancienne lagune servant à rejeter les eaux de process jusqu'en 1997.

Une excavation des terres de la lagune a été réalisée en 1999. Sur ce point :

- des justificatifs de curage sont à apporter, comprenant notamment les résultats de la qualité des sols en bord et fond de fouille. Dans le cas contraire, de nouveaux prélèvements devront être réalisés ;
- l'exploitant devra préciser les moyens mis en œuvre pour garantir le non accès à cet espace et éviter tout accident (chute, ou autre).

Au regard des pollutions constatées dans les eaux souterraines sur différents ouvrages, il convient de réaliser un point sur l'évolution des pollutions afin de déterminer si l'excavation des terres polluées a permis de réduire les pollutions ou si le traitement des eaux souterraines préconisées en 2009 (par bioventing) doit être mis en œuvre.

De plus, il ressort que l'emplacement de certains piézomètres n'est pas connu, ce qui révèle un manque d'entretien des ouvrages.

L'exploitant transmettra sous 3 mois le plan d'actions visant à :

- identifier les ouvrages,
- protéger les ouvrages des inondations et de toute pollution,
- si possible, rendre disponible les ouvrages,

Il convient que l'ensemble des ouvrages du site fasse l'objet d'un suivi et d'un entretien formalisé.

L'exploitant transmettra un bilan quadriennal révisé au regard des demandes de ce présent rapport et du guide de l'Ineris. Au regard des ouvrages non utilisés / non exploitables / des résultats de la surveillance, il précisera le devenir des ouvrages et éventuellement, l'évolution du réseau de surveillance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Forage albien - Volume de prélèvement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/09/2012, article 2
--

Thème(s) : Risques chroniques, Volume de prélèvement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le prélèvement total dans l'ouvrage est limité à 75 000 m³ par an, conformément à l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 décembre 2010.</p> <p>L'eau prélevée ne peut être utilisée qu'aux fins d'alimentation des installations industrielles de l'exploitant, sauf en cas de mise en œuvre du plan de secours des populations en eau potable.</p> <p>Ce prélèvement peut être réduit ou augmenté à toute époque, sans indemnité de l'Etat, par le préfet de l'Eure dans l'exercice de ses pouvoirs de police, dans l'intérêt de la salubrité publique, notamment lorsque cette évolution est nécessaire à l'alimentation en eau potable des populations, conformément aux dispositions de l'article L 214-4-II du Code de l'environnement ou sur demande du préfet coordonnateur de bassin, en application du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est autorisé à exploiter un puits à l'Albien. Il a indiqué les prélèvements suivants sur le forage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2024 : 37 511 m³ - 2023 : 35 096 m³ <p>L'exploitant respecte le volume de prélèvement maximal imposé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Forage albien - Inspection

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/09/2012, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection de l'ouvrage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le puits fait l'objet d'une inspection périodique, au minimum tous les dix ans, en vue de vérifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'étanchéité de l'installation concernée et l'absence de communication entre les eaux prélevées et les eaux de surface ou celles d'autres formations aquifères interceptées par l'ouvrage. Cette inspection porte en particulier sur l'état des tubages et des cimentations ; • la capacité de l'ouvrage et de ses équipements à fournir les débits prévus par le SDAGE en cas d'application du plan de secours en eau potable des populations. <p>L'inspection périodique comprend au minimum les opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un contrôle des tubages et cimentations (a minima un passage caméra vidéo et un contrôle des cimentations par CBL ou autre méthode au moins équivalente) ; • des essais de pompage par paliers : 4 paliers minimum encadrant le débit d'exploitation

prévu sont réalisés, un de ces paliers s'effectuant à un débit de 150 m³/h ou à défaut de ne pouvoir atteindre ce débit, au débit maximal exploitable de l'ouvrage. Pour chacun des paliers, le pompage s'effectue jusqu'à quasi stabilisation du niveau piézométrique (ou sur une durée de deux heures). Chaque palier est séparé par une période d'arrêt de pompage permettant la remontée quasi complète de la nappe (ou d'une durée de deux heures) ;

- des essais de pompage longue durée : le pompage longue durée n'est entrepris qu'après stabilisation du niveau piézométrique au repos. L'essai s'effectue sur 72 heures minimum, à débit fixe, avec mesure du niveau de la nappe à la descente et à la remontée à l'issue de l'arrêt du pompage.

Le résultat de ce contrôle est transmis à la DREAL Haute Normandie et DRIEE Ile-de-France dans le mois suivant son exécution. Aux documents de contrôle est joint un avis commenté des diagraphies, sur l'état général de l'ouvrage et les points particuliers à signaler.

Le premier de ces contrôles a lieu **dans un délai d'un an** à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant n'a pas présenté lors de la visite le rapport d'inspection périodique du puits. Depuis 2012, le site devrait avoir réalisé 2 inspections dont le contenu est détaillé dans la prescription ci-dessus.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra transmettre le dernier rapport d'inspection périodique de l'ouvrage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Forage albien - Crise

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/09/2012, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Disponibilité de l'ouvrage

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit veiller, par tous moyens appropriés, à la disponibilité effective de l'ouvrage pour les situations de crise pour l'alimentation en eau potable des populations avec un niveau piézométrique de la nappe de l'Albien à + 9 mNGF.

En particulier :

- une pompe dimensionnée pour fournir un débit de 150 m³/h (ou à défaut de ne pouvoir atteindre ce débit, le débit maximal exploitable déterminé lors des essais de pompage visés à l'article 4) est placée à une cote compatible avec le niveau piézométrique cité ci-dessus et maintenue en bon état de fonctionnement. Cette pompe dispose d'une alimentation électrique secourue ;
- l'accès au forage et l'aménagement de la tête de forage permettent le raccordement de l'ouvrage à des moyens de mise à disposition de l'eau en cas de crise, comme le raccordement à des camions-citernes ou à des bâches de stockage.

Le bénéficiaire transmet au préfet de l'Eure un descriptif de ces moyens de raccordement.

Constats :

Le puits est équipé d'une pompe électrique. Cependant, l'exploitant précise que celle-ci n'est pas secourue en cas de perte d'alimentation électrique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra le cas échéant se mettre en conformité avec l'article susvisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Forage albien - Mesures

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/09/2012, article 10

Thème(s) : Risques chroniques, Analyses physico-chimiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise un bilan des prélèvements d'eau et des mesures du niveau piézométrique de l'ouvrage.

La mesure du niveau statique est effectuée une fois par an, après un arrêt de 24 heures.

Une analyse physico-chimique de l'eau brute est réalisée, à l'initiative et à la charge de l'exploitant, dans le cadre de l'auto-surveillance, a minima sur les paramètres suivants :

- Température
- Conductivité
- Sulfates
- Chlorures
- Manganèse
- Sodium

- Potassium
- Nitrates
- Ammonium
- Carbone organique total (COT)
- Fer
- Magnésium
- Titre alcali métrique complet (TAC)
- Carbonates
- Calcium

Constats :

L'exploitant a transmis les 3 dernières analyses qui respectent les fréquences demandées.
Le niveau piézométrique n'est pas indiqué sur les rapports d'analyse.

Les concentrations mesurées sur ces 3 dernières analyses semblent stables et respecter les valeurs guides de l'arrêté du 30/12/22 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant ajoutera au tableau de suivi des prélèvements, le niveau piézométrique de l'ouvrage.
Par ailleurs, il est rappelé que l'article 11 prescrit la transmission des éléments relatifs à l'utilisation de ce puits, au préfet chaque année.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 BIS

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance

Prescription contrôlée :

Les installations présentant une pollution des eaux souterraines du fait de leur activité respectent, sans préjudice des obligations encadrant les ouvrages de surveillance au titre de la loi sur l'eau (en particulier les articles L. 241-1 à L. 244-6 du code de l'environnement) et sans préjudice des obligations de gestion de cette pollution, les dispositions suivantes :

1° La mise en place de la surveillance des eaux souterraines s'appuyant sur une étude hydrogéologique préalable, ou sur la mise à jour d'une étude antérieure, considérant le contexte propre au site (état naturel et les éventuels aménagements du site ayant une incidence sur le contexte hydrogéologique), les substances pertinentes à surveiller (substances fabriquées, utilisées, stockées, etc.) compte tenu de l'activité actuelle et passée de l'installation ainsi que les enjeux et les usages associés aux eaux souterraines sur le site de l'installation et aux alentours de ce dernier.

2° L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de

l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. Ce plan précise en particulier :

- le nombre, le lieu et les caractéristiques des ouvrages : trois ouvrages au moins sont implantés dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés ;
- les protocoles d'échantillonnage (prélèvements et mesures) et d'analyses, les paramètres pertinents à mesurer ainsi que les critères retenus pour l'identification d'un impact, ces critères pouvant s'appuyer sur les résultats d'un ouvrage implanté en amont hydraulique ou hors zone d'influence de l'installation ;
- la fréquence de surveillance : au moins deux fois par an, si possible dans des configurations hydrogéologiques contrastées.

Constats :

En 2009, un rapport de proposition de plan de gestion a été transmis par l'exploitant. Ce rapport précise l'existence d'un réseau de 10 ouvrages de surveillance nommés NP1 à NP6 et NP8 à NP11 (NP7 détruit lors de l'extraction des cuves d'hydrocarbures). Les piézomètres NP8 et NP11 sont à l'extérieur du site : NP8 sur le parking de l'autre côté de la D6015, et le NP11 chez le voisin au sud.

D'après les résultats du diagnostic approfondi et de la modélisation de l'écoulement et du transfert de masse dans la nappe des alluvions, en 2000, le sens d'écoulement de la nappe est dirigé vers le sud-est (influence du dôme) dans la partie nord du site et vers l'est (influence de la seine= drainage) dans la partie sud. Toutefois, les mesures de terrains réalisées en 2009 n'ont pas mis en évidence ce sens d'écoulement. Le sens d'écoulement mesuré était dirigé vers le nord-est. Ainsi une campagne de mesures complémentaires a été réalisée en octobre 2009 : pour cela deux nouveaux piézomètres ont été mis en place NP12 et NP13. La campagne a permis de confirmer le sens d'écoulement de la nappe : En 2003, 2004, 2005, 2008 et 2009, le sens d'écoulement est globalement dirigé **vers le nord-est**. Ainsi la disposition hydraulique des différents ouvrages par rapport à la zone des deux lagunes est la suivante :

- NP1 et NP2 sont en latéral de la lagune, avec NP2 proche et NP1 éloigné,
- NP3, NP4, NP12 et NP13 sont en aval de la lagune,
- NP5 et NP6 sont en latéral de la lagune et au droit de la lagune historique,
- NP8 est en aval de la lagune historique,
- NP9 et NP11 sont en latéral en position éloignée.

Les résultats d'analyses d'eau mettent en évidence dans les piézomètres pour la campagne d'octobre 2009 les éléments suivants :

- la présence d'une pollution significative des eaux souterraines en métaux au droit de :
 - NP3, situé en aval hydraulique de la lagune actuelle : pour le chrome et le sodium,
 - NP4, situé en aval hydraulique de la lagune actuelle : pour l'arsenic,
 - NP5 et NP6, situés en latéral hydraulique de la lagune actuelle et au droit de la lagune historique : pour le chrome,
 - NP9, situé en latéral hydraulique éloigné : pour le nickel.
- la présence d'une pollution des eaux souterraines en benzène au droit des ouvrages NP2, NP4, NP6, NP8, NP12 et NP13 et d'une pollution significative au droit de NP3 et NP5. Il est à noter que l'ouvrage situé en latéral hydraulique du site (NP2) présente une teneur en benzène supérieure aux valeurs réglementaires,
- des traces de toluène, éthylbenzène et xylènes totaux dans les ouvrages NP3, NP4 (uniquement éthylbenzène et xylènes), NP5, NP6, NP8 (uniquement o-xylène), NP12 et NP13. Les teneurs sont relativement élevées au droit de NP3 et NP5,

- une contamination des eaux en HAP au droit de NP3, NP4, NP5, NP6, NP12 et NP13. Ces ouvrages (hormis le NP13) présentent une forte concentration en naphtalène. Ils sont situés au droit ou en aval hydraulique des deux lagunes et au droit des stockages actuels,
- une contamination des eaux en COHV au droit du NP1, NP8, NP12 et NP13 (teneurs en TCE égale à 338 µg/l sur le NP8 et égale à 17,1 µg/l sur le NP3 et teneurs en cisdichloroéthylène égale à 1010 µg/l sur le NP8 et 18,3 µg/l sur le NP3). Les teneurs sont plus élevées au droit des NP8 et NP12, situés en aval, par rapport à ceux situés au droit des deux lagunes,
- un pH élevé sur les piézomètres NP3 et NP5 (mesures égales à 8,8 et 8,7) et des teneurs élevées en chlorures et en sulfates dans le NP3. Le NP2 et le NP6 présentent également des concentrations élevées en sulfates,
- une pollution en hydrocarbures dans les eaux au droit de NP3, NP5, NP6 et NP13,
- des traces de nonylphénols au droit des piézomètres NP2 à NP6, situés à proximité des deux lagunes, ainsi qu'au droit de NP12 et NP13 situés en aval hydraulique de la lagune actuelle (en teneurs légèrement inférieures),
- des mesures de l'indice phénol fortes au droit des ouvrages NP4 et NP5 et dans une moindre mesure en NP12,
- des traces d'amines aromatiques en NP3, NP4 et NP5 situés au droit ou en aval proche des deux lagunes, ainsi qu'au droit du NP12 situé en aval de la lagune actuelle, mais dans une moindre mesure.

Le plan de gestion consistait à proposer, en 2009 :

- un traitement des sources sols au droit de la lagune actuelle par excavation des terres polluées, ce qui a été réalisé par l'exploitant ; La lagune « actuelle » est une ancienne ballastière qui existait lors de la création de l'établissement de la société STEINER. Entre 1881 et 1997, les eaux industrielles ont été rejetées dans la ballastière sans traitement préalable.
- un traitement des eaux souterraines via un traitement in situ par bioventing/biosparging. Ce traitement n'a pas été mis en place ;
- une surveillance de la qualité des eaux souterraines

La surveillance des eaux souterraines est prescrite par l'article 9.2.5 de l'arrêté préfectoral du 22/12/2010 : une mesure semestrielle est réalisée pour les piézomètres NP2, NP8, NP9, NP12, NP13.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard des pollutions constatées dans les eaux souterraines sur différents ouvrages, il convient de réaliser un point sur l'évolution des pollutions afin de déterminer si l'excavation des terres polluées a permis de réduire les pollutions ou si le traitement des eaux souterraines préconisées en 2009 doit être mis en œuvre.

Par ailleurs, concernant les lagunes, afin de statuer sur leur mise en sécurité :

- des justificatifs de leur curage est à apporter, comprenant notamment les résultats de la qualité des sols en bord et fond de fouille. Dans le cas, contraire, de nouveaux prélèvements devront être réalisés;
- l'exploitant devra préciser les moyens mis en œuvre pour garantir le non accès à cet espace et éviter tout accident (chute, ou autre).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 BIS
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques des ouvrages
Prescription contrôlée : <p>3° Les ouvrages sont mis en place de manière à éviter les zones sources pour ne pas risquer la dispersion de la pollution et limiter le risque de pollutions croisées. Dans le cas d'un aquifère multicouches, les ouvrages ne mettent pas en communication deux aquifères/ nappes séparés par un niveau imperméable et continu. Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus. L'étude hydrogéologique préalable vise à apporter tous les éléments de démonstration des mises en communication naturelle, ou de leur absence, entre aquifères.</p> <p>Les positions et longueurs de crépines sont justifiées au regard des aquifères surveillés, des amplitudes du niveau d'eau, du type de polluant recherché et de l'éloignement à la source de pollution.</p> <p>Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages. Les coupes techniques et géologiques associées à chaque nouvel ouvrage sont conservées.</p> <p>L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM.</p>
Constats : <p>L'exploitant indique que la surveillance des eaux souterraines est réalisée sur les 5 ouvrages prescrits. Aucun prélèvement n'est réalisé sur les 7 autres ouvrages.</p> <p>L'inspection a demandé à faire le tour des piézomètres du site, à l'exception du NP11 situé chez le voisin. Il a été constaté lors de la visite terrain :</p> <ul style="list-style-type: none">- que l'emplacement de certains piézomètres est inconnu pour l'exploitant, notamment NP1, NP6 et NP12 ;- que des piézomètres ne sont pas identifiés ;- que des piézomètres ne sont pas fermés par cadenas ce qui constitue un risque de pollution de la nappe ;- que les piézomètres ne possèdent pas de margelle bétonnée permettant d'assurer la protection de l'ouvrage et l'isolement de la tête du forage vis-à-vis des eaux ;- que la tête des forages ne dépasse pas au-dessus du terrain naturel ; <p>Par ailleurs, l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ne s'applique pas aux ouvrages du site, qui sont antérieurs à mars 2017.</p> <p>Néanmoins, compte tenu des constats ci-dessus qui font état d'un risque d'altération de la qualité des eaux souterraines, il convient d'y remédier, dans le but d'assurer le bon fonctionnement de l'ouvrage, la protection de la nappe et pour garantir la mémoire du réseau de surveillance en place.</p>

De plus, le piézomètre NP8 ne serait plus exploitable en raison d'un envahissement par les racines. Ainsi, le plan de surveillance prescrit n'est plus assuré.
De la même manière, le piézomètre NP9 est à sec depuis 2022.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de déterminer les emplacements de tous les piézomètres. Les éléments historiques en sa possession devront permettre de remettre à plat la liste et l'emplacement de chacun des ouvrages.

L'exploitant transmettra sous 3 mois le plan d'actions visant à

- identifier les ouvrages,
- protéger les ouvrages des inondations et de toute pollution,
- si possible, rendre disponible les ouvrages,

Il convient que l'ensemble des ouvrages du site fasse l'objet d'un suivi et d'un entretien formalisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 BIS

Thème(s) : Risques chroniques, Bilan quadriennal

Prescription contrôlée :

5° Lorsqu'une surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution est en place, un bilan quadriennal est réalisé conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Ce bilan récapitule l'ensemble des résultats collectés depuis la mise en place de la surveillance et en analyse la dynamique.

L'étude hydrogéologique est alors réexaminée et, si nécessaire, révisée en vue de vérifier les éventuelles évolutions du contexte et des enjeux. Les résultats collectés et la révision de l'étude hydrogéologique peuvent conduire à modifier le plan de surveillance, en l'allégeant, voire en l'arrêtant, ou en le renforçant suivant la nature des évolutions constatées. Tout arrêt ou modification est conditionnée à un avis de l'inspection des installations classées.

Si un ouvrage n'est plus jugé pertinent dans le cadre de la surveillance de l'installation, il est comblé par des techniques appropriées, conformément aux méthodes normalisées en vigueur, permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution. Le rapport de travaux de comblement est communiqué au préfet.

L'exploitant assure la traçabilité et la pérennité de la conservation des données dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines.

Constats :

Il convient de distinguer le rapport de surveillance, du bilan quadriennal qui doit être plus complet et exhaustif que le rapport de surveillance. Celui-ci doit conduire à une validation de la surveillance actuelle ou à proposer des évolutions.

A noter que le rapport annuel peut proposer le remplacement d'un ouvrage ou l'ajout de

substances à rechercher en lien avec les procédés du site.

Il ne s'agit en aucune manière, lors du bilan quadriennal, de modifier les modalités de la surveillance déjà en place pour les ramener à une fréquence quadriennale, mais bien d'analyser et d'exploiter régulièrement les résultats de la surveillance environnementale lorsqu'elle est requise et en place, pour l'adapter aux évolutions constatées.

Le bilan quadriennal peut conduire l'exploitant, sur la base d'un argumentaire, à demander l'évolution ou l'arrêt de la surveillance en place.

L'exploitant indique que les substances mises en œuvre sur le site ont évolué, notamment l'arrêt du nonylphénol depuis 2022. Ces évolutions doivent apparaître dans le bilan, néanmoins l'arrêt d'utilisation ne peut justifier l'arrêt de la surveillance.

L'exploitant a transmis un bilan quadriennal le 04 juin 2025. Dans les faits, le dossier remis n'est pas conforme au guide de l'Ineris que l'inspection transmet à l'exploitant : pour exemple,

- le dossier ne comprend pas le contexte de gestion,
- le dossier ne présente pas les caractéristiques des ouvrages,
- le dossier ne comprend pas le schéma conceptuel actualisé,
- le dossier ne comprend pas les évolutions constatées et l'interprétation vis-à-vis des résultats antérieurs et depuis le début du suivi.

L'inspection observe sur les dernières mesures la présence d'ouvrages à sec. Cela peut conduire l'exploitant à devoir abandonner l'ouvrage selon les méthodes de comblement en vigueur. Dans ce cas, l'exploitant devra justifier de la suffisance des forages existants en cohérence avec le panache de pollution, ou proposer la mise en place de nouveaux piézomètres. Dans notre cas, l'exploitant peut également envisager, selon le sens de la nappe, de remplacer un piézomètre à sec par un des forages existant actuellement non suivi par l'autosurveillance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de revoir le **bilan quadriennal sous 3 mois**.

L'exploitant pourra s'appuyer sur le guide de l'Ineris de décembre 2022 « Surveillance de la qualité des eaux souterraines » pour compléter le bilan quadriennal. Le guide propose notamment un modèle type et une check list d'éléments à intégrer au bilan.

Le bilan précisera la liste des ouvrages et la potentielle mise à jour du réseau de surveillance. L'exploitant devra statuer sur le devenir des ouvrages non utilisés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Enregistrement des données

Prescription contrôlée :

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7

et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

Constats :

Le site réalise aujourd'hui la télédéclaration sous GIDAF des données de l'autosurveillance des eaux superficielles.

L'inspection a précisé à l'exploitant l'intégration dans GIDAF du cadre de surveillance des eaux souterraines.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection les coordonnées GPS des ouvrages et, le cas échéant, les codes BSS afin de créer le cadre de surveillance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois